

Quotidien « l'Humanité », France
Les vendredi 8, samedi 9 et dimanche 10 juillet 2016, page 11
Source : www.humanite.fr

Le monde en mouvement

OTAN

Pourquoi la France doit sortir de l'Alliance atlantique

Par Gaël de Santis



Le 7 juin 2016, les troupes américaines débarquaient près de 2 000 parachutistes dans l'enceinte militaire, à Torun (Pologne centrale), dans le cadre de l'exercice militaire Anaconda-16 lancé par l'OTAN.

Photo : Janek Skarzynski / AFP

Un sommet du bloc politico-militaire se tient, vendredi et samedi, à Varsovie. En dépit des dangereuses dérives de ces dernières années, la France est à nouveau pleinement impliquée depuis qu'elle est retournée dans le commandement intégré de l'Alliance, sous la présidence Sarkozy.

Les conservateurs polonais sont comblés. « Notre rêve était de voir un jour les troupes de l'Otan en Pologne. Aujourd'hui, ce rêve devient réalité », s'est réjoui le ministre des Affaires étrangères polonais, Witold Waszczykowski, dans une tribune publiée mardi dans le quotidien italien Corriere della Sera. Vendredi et samedi, le sommet de l'Alliance atlantique se tiendra à Varsovie. Tout un symbole, vingt-cinq ans après la fin du rideau de fer. À cette occasion, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) devrait prendre une décision de première importance : renforcer ses capacités militaires sur son

flanc oriental. La Russie devient une menace stratégique, tout comme l'Iran ou l'« État islamique ». On se croirait revenu au temps de la guerre froide.

Cette stratégie n'est pas étrangère à l'élargissement de l'Otan aux pays d'Europe centrale et orientale. Aujourd'hui, sur vingt-huit membres de la coalition militaire, on compte douze pays de l'ancien pacte de Varsovie. Pire, la promesse faite à l'ancien dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev que l'Alliance ne s'étendrait pas aux frontières de la Russie n'a pas été tenue. Quatre États membres sont voisins de la Russie. Tous ces pays travaillent à redonner à l'Alliance une fonction antirusse, notamment depuis la réintégration de la Crimée dans la Fédération de Russie en 2014. Le poids de ces pays est important dans l'Alliance et permet à Washington de contrebalancer les velléités de la France et l'Allemagne, qui cherchent à réduire les tensions sur le Vieux Continent.

4300 MILITAIRES FRANÇAIS SONT ENGAGÉS DANS LES MISSIONS DE L'OTAN EN 2016.

UNE PRÉSENCE PERMANENTE DE L'OTAN DANS LES PAYS DE L'EST EST ÉVOQUÉE

En amont de ce sommet, l'Alliance a montré ses muscles en multipliant les exercices militaires. Le dernier en date a mobilisé, en juin, plus de 31 000 hommes en Pologne et dans les pays Baltes. Une présence permanente de l'Otan dans les pays de l'Est est évoquée. Au total, 4 000 soldats de l'Alliance atlantique devraient stationner prochainement sur les bords de la Baltique.

À cela s'ajoute le déploiement du bouclier antimissiles, lancé sous la présidence de George W Bush. Officiellement, il est tourné contre l'Iran - malgré un récent accord sur le nucléaire. Les Russes s'inquiètent d'un projet qui met à mal leur dissuasion nucléaire. En effet, les Occidentaux seraient « sous cloche », protégés d'une attaque atomique, tandis qu'ils pourraient continuer de menacer de l'utiliser contre leurs rivaux. Des éléments de ce bouclier antimissiles viennent d'être déployés le mois dernier en Roumanie, sur la base de Deveselu.

L'Alliance pousse le bouchon toujours plus loin. Les derniers déplacements du secrétaire d'État de Barack Obama en sont l'illustration la plus criante. Mercredi, à Tbilissi, John Kerry a signé un « partenariat de défense » avec le gouvernement de la Géorgie, un pays frontalier de la Russie. Jeudi, Kerry était en Ukraine, pays en guerre civile du fait d'un affrontement interne sur les alliances internationales : les autorités de Kiev regardant vers l'Union européenne et l'Otan, les séparatistes vers Moscou. Dans ce conflit, l'Otan soutient un régime autoritaire et lui apporte un appui non négligeable. Samedi, le président Petro Porochenko est d'ailleurs invité aux festivités pour un conseil Otan Ukraine. « La pression se fait forte sur la Russie. L'Otan va même jusqu'à appuyer un gouvernement fasciste à Kiev », dénonce Alexander Neu, député Die Linke au Parlement allemand chargé des questions de défense.

Le conflit ukrainien montre que l'Otan n'est pas en mesure d'apporter la sécurité en Europe. Pis, « la politique d'encercllement de la Russie entraîne une augmentation des dépenses d'armement », alerte Roland Nivet, porte-parole du Mouvement de la paix. Lors du dernier sommet, en septembre 2015, les États s'étaient engagés à consacrer 2 % de leur PIB à leur effort de défense.

Un objectif particulièrement suivi par les pays de l'Est. Pour apporter la paix sur le Vieux Continent, il faudrait mettre une tout autre organisation à la manoeuvre, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à laquelle participe Moscou. L'OSCE, fruit des accords d'Helsinki de 1975, a permis par le passé d'accompagner la détente avec l'Union soviétique, puis de coopérer avec la Russie sur certains dossiers. Depuis les accords de Minsk, la plupart des progrès enregistrés sur le dossier ukrainien l'ont été par l'entremise de l'OSCE, et non de l'Otan.

Sous la férule états-unienne - les généraux américains détiennent la quasi-totalité des leviers de commande -, l'Alliance entraîne les pays de l'Otan dans une logique de confrontation et de dépendance. Les États-Unis l'assument.

Le brouillon du programme du Parti démocrate, dans sa version du 1er juillet, ne dit pas autre chose : « L'Amérique doit diriger dans le monde, afin de faire croître notre économie, protéger nos intérêts. » Hors de question de « céder la responsabilité de diriger à d'autres », lit-on dans le document. Et dans ce cadre, l'Europe joue un rôle bien précis. Elle « reste l'indispensable et principal partenaire des États-Unis en matière de sécurité globale ».

L'Europe est embarquée dans les politiques militaristes de Washington. L'un des points à l'ordre du jour de ce sommet est la poursuite des opérations de l'Otan en Afghanistan. L'Alliance y est intervenue, sous la houlette de George W. Bush, en 2001. Les talibans ont certes été délogés de la capitale, mais restent influents sur de vastes portions de territoire, au point que les autorités afghanes sont contraintes de négocier avec eux. Barack Obama, qui avait amorcé un tournant dans la politique étrangère, doit se résigner, à la fin de son mandat, à y maintenir des troupes. 8400 soldats seront donc stationnés sur place en 2017, contre les 5 500 prévus, vient d'annoncer, mardi, le président des États-Unis. Force est de constater que « rien n'a été résolu en Afghanistan », pointe encore Roland Nivet, qui déplore que « les décisions concernant la sécurité soient de plus en plus prises au G8, au G20, à l'Otan, mais pas à l'ONU ». Cette mise à l'écart des Nations unies par Washington a conduit à l'intervention américaine en Irak, en 2003. Là aussi, s'ensuivit un chaos. Le même chaos que connaît la Libye depuis l'intervention militaire de 2011.

«L'EUROPE EST EMBARQUÉE DANS LES POLITIQUES MILITARISTES DE WASHINGTON. »

LA TURQUIE EST LA DEUXIÈME ARMÉE DE L'OTAN

/ Suite page 4

Alors que la Méditerranée aurait besoin de paix, la politique de certains États membres de l'Otan va dans un sens opposé. La Turquie est la deuxième armée de l'Otan. Sa politique au Proche-Orient, avec un jeu trouble envers les groupes djihadistes en Syrie et une répression contre les Kurdes à l'intérieur de ses propres frontières, déstabilise la région. Israël est l'un des principaux alliés des États-Unis. La rancœur née du conflit israélo-palestinien nourrit les frustrations d'une partie de la jeunesse au sud de la Méditerranée.

Alors qu'il faudrait établir des politiques de coopération économique, politique, éducative, ces questions ne seront pas à l'ordre du jour du sommet. Le « renforcement de l'Alliance sur le flanc sud » sera, lui, discuté. Il devrait notamment consister en une aide de l'Otan à l'opération maritime de l'UE... qui s'occupe de la lutte contre l'immigration illégale en Méditerranée. Une autre politique commande de sortir de l'Otan.

Nouvelles brèves :

L'AUSTÉRITÉ À VISAGE HUMAIN : « MÊME QUAND NOUS DEVONS JOUER LES MÉCHANTS, NOUS DEVONS ÉGALEMENT ÊTRE SENSIBLES ET AVOIR UNE DIMENSION HUMAINE. » CHRISTINE LAGARDE, DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI.

UN FASCISTE AURA SA RUE À KIEV : LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA CAPITALE UKRAINIENNE A DÉCIDÉ CE JEUDI DE RENOMMER L'AVENUE DE MOSCOU EN « AVENUE STEPAN-BANDERA ». DIRIGEANT NATIONALISTE UKRAINIEN, CE DERNIER A COLLABORÉ AVEC LES NAZIS PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE.

Source : www.humanite.fr